



Fiche Synthétique de la formation de Licence en droit en arabe/français

Informations Générales

- **Établissement** : Université de Nouakchott, Faculté des Sciences Juridiques et politiques.
- **Domaine** : Droit
- **Diplôme requis** : Baccalauréat
- **Durée des études** : 3 ans (6 semestres), totalisant 180 crédits (30 crédits par semestre).
- **Langues d'enseignement** : Arabe ou Français.

Objectifs de la Formation

- Fournir les connaissances juridiques fondamentales et générales.
- Ouvrir les étudiants aux enjeux politiques, économiques et sociaux contemporains.
- Développer des compétences transversales comme la maîtrise de l'anglais juridique et de l'informatique.
- Maîtriser la méthodologie juridique (cas pratique, dissertation, commentaire d'arrêt, etc.).

Organisation du Cours

La formation est structurée en deux phases :

1. **Tronc Commun (L1 et L2)** : Les deux premières années sont communes à tous les étudiants pour acquérir les bases en droit privé, droit public et sciences politiques.
2. **Spécialisation (L3)** : En troisième année, l'étudiant choisit entre deux grandes mentions qui se déclinent en plusieurs parcours :
 - **Mention Droit Public** :
 - Parcours Sciences Politiques.
 - Parcours Administration Publique.
 - Parcours Relations Internationales.
 -

- **Mention Droit Privé :**
 - Parcours Droit des Affaires et de l'Entreprise.
 - Parcours Carrières Judiciaires et Juridiques.

Débouchés Professionnels

La licence prépare à divers secteurs d'activité :

- **Métiers de la justice :** Magistrats, avocats, notaires, huissiers de justice, greffiers.
- **Secteur public :** Cadres de l'administration (administrateur civil, attaché), diplomatie, experts en politiques publiques.
- **Secteur privé :** Juristes d'entreprise, conseillers juridiques, analystes, spécialistes en droit des sociétés.
- **Poursuite d'études :** Accès aux Masters de recherche ou professionnels, puis éventuellement au Doctorat.

Partenariats et Environnement

- La formation bénéficie de nombreux partenariats universitaires internationaux (notamment en France, en Italie, en Algérie et au Maroc) et avec des institutions comme l'Agence de Régulation des Marchés Publics.
- La recherche est appuyée par des structures comme le Centre d'Etudes et de Recherche Juridique (CERJ).